

*des hommes responsables de la liquidation de l'Union française ; Rétablissement de l'ordre en Algérie ; Conséquences de la Conférence de Brazzaville pour l'Empire français ; Nécessité de mettre un terme à cette politique* [1<sup>er</sup> juin 1956] (p. 2207, 2208). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale : relative aux tragiques événements de Moutiers [22 juin 1956] (p. 2905) ; — relative à la prétendue existence de maquis de disponibles réfractaires [6 juillet 1956] (p. 3314). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour les dépenses militaires de 1956 [25 juillet 1956] (p. 3589, 3590) ; avec inscription au procès-verbal (p. 3590). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale relative à l'utilisation de passeports français par des rebelles algériens réfugiés au Caire [5 octobre 1956] (p. 4034). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à instituer un nouveau mode de calcul du prix du lait, Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Dulin* [30 octobre 1956] (p. 4393) ; — des interpellations sur les événements de Hongrie : *Ses observations sur : la politique pro-anglaise du Gouvernement dans l'affaire de Suez, l'échec de l'intervention militaire franco-britannique (les parachutistes français se sont fait tuer pour la Reine d'Angleterre)* [7 novembre 1956] (p. 4523, 4524). — Pose : à M. le Ministre des Affaires économiques et financières une question orale relative à l'évaluation des bénéfices des hôtels réputés maisons de rendez-vous [30 novembre 1956] (p. 5320) ; — à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à l'interdiction d'une réunion par le préfet de la Haute-Vienne [28 décembre 1956] (p. 6373). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Explications de vote sur la question de confiance : Sauvegarde des intérêts des minorités* [21 mai 1957] (p. 2596) ; — d'un rapport de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites le concernant [23 juillet 1957] (p. 3834) ; — d'un rapport de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites le concernant [23 juillet 1957] (p. 3835) ; — d'un rapport de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites le concernant [23 juillet 1957] (p. 3836) ; — sur

les institutions d'Algérie : *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner les débats intéressant les départements d'Algérie aussi longtemps que ceux-ci ne seront pas représentés à l'Assemblée Nationale* [25 septembre 1957] (p. 4326) ; *Responsabilités des gouvernements dans l'insuffisance de l'industrialisation des départements algériens et exode des travailleurs nord-africains en France, nécessité du rétablissement préalable de l'ordre, nombreuses contradictions au sein du Gouvernement et de la Commission de l'intérieur sur le projet, incidence de l'O. N. U. sur le règlement du problème, attitude de nos alliés* [26 septembre 1957] (p. 4406, 4407, 4408) ; — sur la présentation du Gouvernement Antoine Pinay : *Retard apporté au jugement de Ben Bella, manquement aux engagements pris pour la garantie des biens et des personnes au Maroc* [18 octobre 1957] (p. 4525, 4526) ; — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie : *Explications de vote sur la question de confiance : Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal* [29 novembre 1957] (p. 5063) ; *Demande la parole pour un rappel au Règlement* (p. 5064) ; *Demande une suspension de séance* (ibid.) ; — d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Malaise de l'armée française, perméabilité à la ligne Morice* [11 février 1958] (p. 679) ; — sur la présentation du Gouvernement du général de Gaulle : *Abandon des méthodes dilatoires et des tractations politiques* [1<sup>er</sup> juin 1958] (p. 2591, 2592).

**BRARD (M. Jean)**, Député de la Manche (I. P. A. S.).

Son élection est validée [23 mai 1956] (p. 1962). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

#### Dépôts :

Le 25 mai 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 880 du Code de procédure civile, n<sup>o</sup> 1960. — Le 12 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 308 du Code civil relatif à la séparation de corps, n<sup>o</sup> 2550. — Le 5 décembre 1956, un

rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur : I. les propositions de loi : 1<sup>o</sup> de M. Damasio et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3355) tendant à assurer la répartition des produits pétroliers ; 2<sup>o</sup> de M. Damasio et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3408) tendant à assurer la répartition des produits pétroliers en ce qui concerne les artisans du taxi ; II. les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Laborbe et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3201) tendant à inviter le Gouvernement à définir et à mettre en œuvre de toute urgence une politique de pleine utilisation de tous les carburants de remplacement ; 2<sup>o</sup> de MM. Penoy et Albert Schmitt (n<sup>o</sup> 3292) tendant à inviter le Gouvernement à instituer d'urgence une répartition équitable par rationnement de l'essence, du fuel-oil domestique et de tous les carburants dérivés du pétrole ; 3<sup>o</sup> de M. Vassor (n<sup>o</sup> 3316 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir une nouvelle politique de l'alcool-carburant ; 4<sup>o</sup> de M. Perche et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3443) tendant à inviter le Gouvernement à modifier et à compléter l'arrêté du 27 novembre 1956 relatif à la répartition du carburant auto et des essences de pétrole assimilées afin de permettre aux ouvriers et aux employés d'utiliser leur moyen de transport habituel pour se rendre sur le lieu de leur travail, n<sup>o</sup> 3457. — Le 19 décembre 1956, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer en priorité l'approvisionnement normal en charbon des foyers des travailleurs et des économiquement faibles ; 2<sup>o</sup> de Mme Rabaté et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3357) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer en priorité, et dans la limite des besoins, le carburant nécessaire au chauffage normal des écoles, des hôpitaux et des habitations à loyer modéré à usage collectif ; 3<sup>o</sup> de M. Jean-Paul David (n<sup>o</sup> 3450) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une attribution exceptionnelle d'essence à tout acheteur d'un véhicule automobile ; 4<sup>o</sup> de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues (n<sup>o</sup> 3459 rectifié) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux chauffeurs de taxi les quantités de carburant auto nécessaires à l'exercice de leur profession ; 5<sup>o</sup> de M. Alphonse Denis et plusieurs

de ses collègues (n<sup>o</sup> 3460) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux voyageurs et représentants de commerce les quantités de carburant auto nécessaires à l'exercice normal de leur profession, n<sup>o</sup> 3802. — Le 20 décembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre la révision du forfait des commerçants touchés par les conséquences des restrictions d'essence, n<sup>o</sup> 3623. Le 7 février 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Moynet (n<sup>o</sup> 3715) tendant à inviter le Gouvernement à accorder sur le plan du ravitaillement en essence des facilités aux militaires rentrant d'Afrique du Nord ; 2<sup>o</sup> de M. Jean Lainé (n<sup>o</sup> 3847) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux soldats d'Afrique du Nord permissionnaires une attribution d'essence exceptionnelle, n<sup>o</sup> 4077. — Le 28 mars 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 3835) de M. Hubert Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'approvisionnement prioritaire de l'agriculture en carburant, n<sup>o</sup> 4701. — Le 28 mars 1957, un rapport au nom de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 3980) de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à trouver une solution à la situation angoissante des titulaires de postes de distribution d'essence qui ne peuvent vivre pendant la crise du carburant, n<sup>o</sup> 4702. — Le 11 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 4807) de M. Courrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger, à dater du 1<sup>er</sup> mai 1957, les dispositions de l'arrêté du 27 novembre 1956 relatif au rationnement des carburants, n<sup>o</sup> 4871. — Le 14 mai 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution (n<sup>o</sup> 3605) de M. Arbogast et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour obtenir la reprise de l'exploitation pétrolière de Pechelbronn, n<sup>o</sup> 4909. — Le 14 mai 1957, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle et de l'énergie sur la proposition de résolution

(n° 4151) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre plusieurs mesures en vue d'intensifier la recherche et la production des hydrocarbures, n° 4910. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur le chiffre d'affaires les services rendus par les associations d'éducation et de tourisme populaires, n° 4934. — Le 27 juillet 1957, une proposition de loi relative aux Domaines, n° 5704. — Le 26 novembre 1957, une proposition de loi tendant à abroger l'arrêté interministériel du 21 mai 1957 concernant la redevance des compteurs électriques, n° 5966. — Le 6 février 1958, une proposition de loi relative aux servitudes administratives n° 6512. — Le 20 février 1958, une proposition de loi tendant à modifier l'article 228 du Code rural, n° 6658. — Le 20 février 1958, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires pour les chauffeurs routiers et de poids lourds, n° 6660.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art 15, Etat D, INDUSTRIE ET COMMERCE : *Constitution de stocks et répartition du carburant* [4 décembre 1956] (p. 5509, 5510); *Répercussions de l'augmentation des frets dans les prix* (p. 5509, 5510); — du projet de loi portant assainissement économique et financier, en qualité de *Rapporteur pour avis*; Art. 1<sup>er</sup> : *Nécessité de la liberté de l'essence, conséquences de la hausse de son prix sur la construction automobile et la vente des voitures, nécessité d'un tarif préférentiel pour les touristes étrangers importateurs de devises* [21 juin 1957] (p. 2883); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958; deuxième partie, crédits d'investissements, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, : *Reconstruction du quai de Normandie à Cherbourg, équipement et situation des ports maritimes, problème du fonds routier* [10 mars 1958] (p. 1411, 1412). = S'excuse de son absence [2 mai 1956] (p. 1641), [25 octobre 1956] (p. 4301), [2 juillet 1957] (p. 3114), [5 décembre 1957] (p. 5149), [22 janvier 1958] (p. 185). = Obtient des congés [2 mai 1956] (p. 1641), [2 juillet 1957] (p. 3114), [5 décembre 1957] (p. 5149), [22 janvier 1958] (p. 185).

**BRETIN (M. Marius)**, *Député de l'Ain* (U. F. F., puis P.).

Son élection est validée (20 janvier 1956) (p. 42). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160); [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [2 juin 1956] (p. 2251), [4 octobre 1957] (p. 4503).

#### Dépôts :

Le 7 mars 1956, une proposition de loi tendant à la mise en œuvre des mesures propres à compenser les pertes subies par les exploitants agricoles du fait des gels récents, n° 1034. — Le 7 mars 1956, une proposition de loi tendant à permettre aux exploitants agricoles de pourvoir aux réensemencements nécessaires, n° 1037. — Le 24 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 2561) de M. Vahé et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre toutes les importations de tomates entre le 15 juillet 1956 et le 15 octobre 1956, n° 2640. — Le 21 février 1958, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 4604) de M. Luciani tendant à inviter le Gouvernement à ne signer aucun accord commercial avec la Belgique et la Hollande sans consulter les producteurs d'endives français, à limiter au maximum à 10.000 tonnes le contingent d'importation d'endives et à favoriser le développement de la conserve des endives, n° 6687. — Le 12 mars 1958, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 16 du décret n° 55-467 du 30 avril 1955 relatif à la réforme des procédures et des pénalités fiscales. n° 6877. — Le 14 mai 1958, une proposition de loi tendant à mettre au service de l'agriculture un carburant bon marché spécialement affecté à son usage, à partir de plantes alcooligènes à grand rendement, n° 7159.

#### Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *cas des maraîchers, coopératives agricoles, organisation des marchés*